



Budget de 2012 : Le point sur le cadre de surveillance

Ottawa, Canada
Le 6 novembre 2012
www.pbo-dpb.gc.ca

- En avril 2012, le directeur parlementaire du budget (DPB) a [demandé](#) aux organismes fédéraux concernés des [chiffres](#) sur les compressions de dépenses prévues dans le budget de 2012. Ces chiffres figurent généralement à la partie III du Budget des dépenses (Rapports sur les plans et les priorités; RPP).
- [En novembre](#), le DPB avait reçu une réponse de 91 % des organismes visés par les compressions budgétaires du budget de 2012, les réductions de dépenses les concernant totalisant 5,0 milliards de dollars (soit 97 % des compressions totales) (annexe A).
 - Les chiffres ainsi recueillis ont été totalisés et sont présentés dans une [feuille de calcul](#) distincte, laquelle fait état également des indicateurs de rendement et des cibles visées pour chacune des activités de programme figurant dans les [RPP de 2012-2013](#), ainsi que du cumulatif des dépenses recueilli par le receveur général.
- Les chiffres reçus constituent un petit sous-ensemble seulement des informations demandées. En effet, le DPB avait demandé des chiffres sur chaque mesure d'économie ventilés suivant qu'il s'agit de gains d'efficacité ou de réductions de programme, mais il a reçu surtout des chiffres globaux sur les activités de programme.
 - Le quart seulement des organismes concernés (comptant pour moins de 3 % des compressions de dépenses) ont fourni des chiffres sur les réductions d'effectifs prévues ou sur les effets des compressions budgétaires sur les niveaux de service. À peu près le même pourcentage ont fourni des chiffres sur les rentrées et les sorties, ces dernières représentant les investissements requis pour obtenir les économies prévues (par exemple des investissements dans les technologies de l'information).
 - Faute de déclaration complète des chiffres demandés, le DPB ne sera pas en mesure de fournir au Parlement et aux parlementaires une analyse indépendante de l'état des finances du pays et des prévisions budgétaires du gouvernement.
- D'après le [système de classification des dépenses](#) du gouvernement, ce sont le secteur des *programmes liés aux affaires internationales, à l'immigration et à la défense*, le secteur des *programmes sociaux* et le secteur des *services gouvernementaux généraux* qui supporteront le gros des compressions des dépenses prévues dans le budget de 2012 (annexe B).
 - Les réductions visant l'activité de programme [Services internes](#) (les coûts indirects), qui se retrouve transversalement dans les catégories de dépenses précitées, ne représentent que 15 % environ des compressions globales des dépenses. Durant les quatre premiers mois de l'exercice courant, les dépenses au titre des Services internes ont progressé de 50 millions de dollars (1,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.
- Dans les sept mois qui ont suivi le budget de 2012, le gouvernement a réduit ses cibles en matière d'économies d'au moins 80 millions de dollars d'ici 2014-2015; cinq organismes fédéraux, dont l'Agence du revenu du Canada, ont abaissé leurs cibles.
 - Plus de la moitié des organismes doivent réduire leurs dépenses d'un montant qui dépasse leurs crédits inutilisés de 2010-2011 (annexe C). Force est de conclure que si les gains d'efficacité ne se matérialisent pas, ils risquent d'avoir du mal à atteindre les cibles prévues en matière d'économies.
- En dépit des limitations qu'impose le manque de données, le DPB présentera des analyses révisées à mesure que d'autres chiffres lui seront fournis par le gouvernement. Il prévoit aussi réaliser des analyses additionnelles du risque financier que pose l'atteinte des cibles prévues en matière d'économies.

Préparé par Erin Barkel, Jason Jacques et Jason Stanton*

* Information : Jason Jacques (jason.jacques@parl.gc.ca)

Annexe A

Tableau 1. Contenu des réponses à la demande d'information n° 80 du DPB (au 2 novembre)

	<i>Réponses reçues</i>	<i>Chiffres déclarés par les ministères</i>	<i>Chiffres du Budget de 2012</i>	<i>Pourcentage du budget 2012</i>
ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES	75 organismes	5,0 milliards	5,2 milliards	96,8 %
<i>RENTRÉES/SORTIES</i>	19 organismes	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>
RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS	19 organismes	481 équivalents temps plein	19 200 équivalents temps plein	2,5 %
RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS	20 organismes	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>	<i>Sans objet</i>

Annexe B

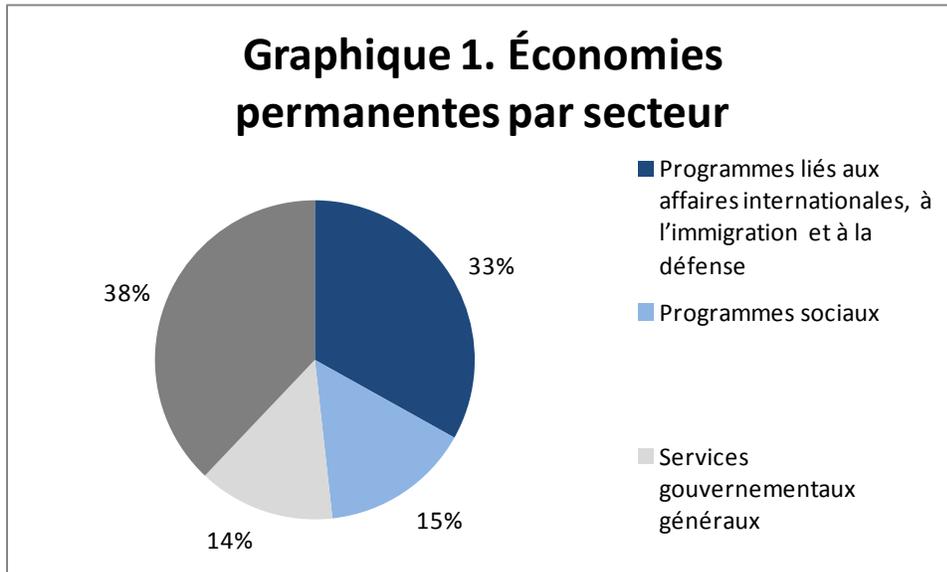


Tableau 2. Économies permanentes par secteur

Secteur	Économies permanentes (en milliers de \$)
Programmes liés aux affaires internationales, à l'immigration et à la défense	1 714 800
Programmes sociaux	783 500
Services gouvernementaux généraux	716 100
Programmes liés à la sûreté et à la sécurité publique	688 000
Programmes axés sur l'environnement et les ressources	551 100
Programmes de soutien aux industries, aux régions, à la science et à la technologie	270 800
Programmes culturels	222 200
Programmes liés aux transports	153 800
Programmes liés à la justice et à la loi	78 500
TOTAL	5 178 800

Annexe C

